



BIBLIOGRAPHIE

Journées du 22 janvier, 9 et 10 mai 2019

« LA PARTICIPATION EN QUESTION(S) »

Intervenant, Laurent Sochard



BLONDIAUX Loïc, « *le nouvel esprit de la démocratie : actualité de la démocratie participative* » Edition du Seuil (2008)

Une nouvelle demande de participation se fait jour dans les démocraties. Sous des formes variées (blogs, forums, journalisme participatif, conférences de consensus, concertations...), elle exprime une insatisfaction à l'égard de la démocratie représentative comme de ses médiations traditionnelles. Comment donner corps à ce " nouvel esprit de la démocratie " sans succomber aux faux-semblants d'une rhétorique de la proximité ? Comment faire vivre cet impératif de participation des citoyens sans sortir du cadre de la démocratie représentative ? Comment penser les dispositifs susceptibles de réaliser ce nouvel idéal ? C'est à ces questions cruciales que répond le livre de Loïc Blondiaux.



ARENDRT Hannah, « *La crise de la culture* » (1972).

L'homme se tient sur une brèche, dans l'intervalle entre le passé révolu et l'avenir infigurable. Il ne peut s'y tenir que dans la mesure où il pense, brisant ainsi, par sa résistance aux forces du passé infini et du futur infini, le flux du temps indifférent. Chaque génération nouvelle, chaque homme nouveau doit redécouvrir laborieusement l'activité de pensée. Longtemps, pour ce faire, on put recourir à la tradition. Or nous vivons, à l'âge moderne, l'usure de la tradition, *la crise de la culture*.

Il ne s'agit pas de renouer le fil rompu de la tradition, ni d'inventer quelque succédané ultra-moderne, mais de savoir s'exercer à penser pour se mouvoir dans la brèche.

Hannah Arendt, à travers ces essais d'interprétation critique - notamment de la tradition et des concepts modernes d'histoire, d'autorité et de liberté, des rapports entre vérité et politique, de la crise de l'éducation -, entend nous aider à savoir *comment* penser en notre siècle.

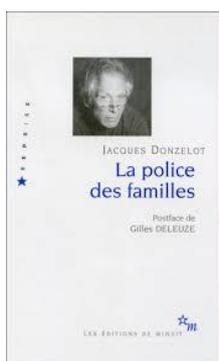


HOUZEL Didier, « *Les enjeux de la parentalité* », ERES (1999).

Y-a-t-il des conditions optimales pour le développement d'un enfant ? Quelle est la nature des liens qui s'établissent entre l'enfant et ses parents ? Si l'enfant ne peut rester dans sa famille est-il souhaitable ou non de favoriser des rencontres avec elle ? Quels sont les enjeux, à moyen et à long terme, de la rupture ou du maintien des relations entre un enfant placé et ses parents ? Quels liens peuvent-ils alors élaborer ? Comment évaluer la capacité des parents à assumer à nouveau, après une période de séparation, tout ou partie de leurs fonctions parentales ? Comment y préparer l'enfant ?

Partant de l'analyse détaillée de cas cliniques qui mettent en scène ces interrogations, le groupe de recherche* conduit par Didier Houzel sous l'égide du ministère de l'Emploi et de la Solidarité s'est donné pour tâche de mieux comprendre les enjeux de la parentalité. Cet ouvrage rend compte de ce travail de réflexion.

Les auteurs présentent ici des axes de référence théoriques qui se traduisent sous forme de propositions concrètes pour mieux soutenir parents et enfants en souffrance. Les acteurs sociaux y trouveront donc des repères qui viendront étayer leur réflexion et leur engagement dans un travail en réseau, notamment lorsqu'ils sont confrontés à des situations où la parentalité est fragilisée.

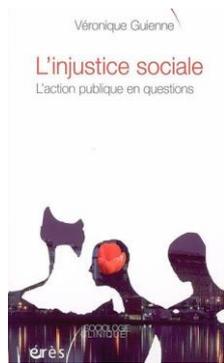


DONZELOT Jacques, « *La police des familles* », Ed de minuit, Paris (1977).

La famille, agent naturel de reproduction de l'ordre établi ? C'était sûrement le cas sous l'Ancien Régime quand le père de famille recevait la garantie effective de son pouvoir par le souverain auquel il assurait en retour l'obéissance de ses sujets. Mais dès le milieu du XVIIIe siècle, cet équilibre se défait. Quand la richesse, donc la puissance, devient affaire de production et non plus de dépense, de pillage, il faut économiser les corps et gérer les populations, donc intervenir sur la famille. C'est le rôle de la police, entendu alors dans une acception infiniment plus large que son actuelle version répressive : une science du bonheur au service de la puissance nationale.

Au XIXe siècle, elle prendra les multiples visages de la philanthropie : le paternalisme dans les entreprises, la moralisation par l'épargne, l'hygiénisation par la médecine. Toutes pratiques qui confluent en début du XXe siècle dans la fabrication du secteur dit social. Et de ce social, la famille constitue l'épicentre. D'un côté, elle est la cible des entreprises hygiénistes qui déstabilisent l'autorité patriarcale pour pouvoir y perfuser les normes assurant conservation, qualité et disponibilité sociale des individus. D'un autre côté, elle est point d'appui pour une moralisation des relations par l'épargne, l'éducation et la sexualisation.

On comprendra le succès de la psychanalyse par sa capacité opérationnelle sur cette nouvelle disposition du rapport famille-société. Sa pertinence aux yeux aussi bien des individus que des familles et des institutions tiendra dans un discours permettant d'introduire un principe de circularité entre l'ambition familiale et les exigences normatives des appareils sociaux, donc une méthode qui permet à la fois de faire sortir l'individu de la famille et de l'y renvoyer. Entre le juridique et la norme, Freud établit un instrument de régularisation contemporain et homologue de celui de Keynes entre le « social » et l'économique.



GUIENNE Véronique « *L'injustice sociale, l'action publique en questions* », (Erès) (2006)

Le désarroi face à l'injustice sociale s'accompagne d'un sentiment d'impuissance généralisé. Comment expliquer cette situation alors que des sommes considérables sont redistribuées dans le cadre de différentes politiques publiques ? Comment l'action publique fabrique-t-elle paradoxalement de l'injustice sociale ? Comment penser les nécessaires transformations de l'État social ?

À partir de situations concrètes particulièrement actuelles (le traitement des incivilités dans les banlieues, la stigmatisation des mauvais parents, les exclus de la vie économique, les rapports Nord/Sud...), l'auteur interroge la légitimité et les effets des politiques publiques. Elle analyse pourquoi celles-ci, qu'elles soient menées au nom de l'ordre public, de l'ordre moral ou de l'ordre social, conduisent à pénaliser, de fait, les plus pauvres et les plus fragilisés de cette société, augmentant les inégalités au lieu de les réduire.

Au-delà du constat, l'auteur ouvre des perspectives sur trois niveaux de l'action publique qui pourraient être développés dans le sens d'une plus grande justice sociale : une structure sociale transformée par une redistribution plus équitable de la richesse publique ; une dynamique sociale favorisant l'activité, le débat et les mouvements sociaux ; une vie sociale plus souple, permettant que coexistent des modes de vie différents.

Cet ouvrage, solide théoriquement et très concret par les situations analysées, loin des illusions et des idéologies, dessine ainsi les contours d'une société plus vivable et plus vivante.

Véronique Guienne est professeur de sociologie à l'université de Nantes, chercheur au CENS (Centre nantais de sociologie).

« *Le pouvoir d'agir des personnes et des communautés : une autre façon d'intervenir* », Le Bosse, Dufort et Guay. Québec, Presses de l'Université Laval (2001)

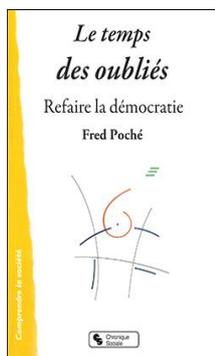
Face à la dégradation des situations dans lesquelles ils sont appelés à s'impliquer, de nombreux intervenants socio-éducatifs sont aujourd'hui confrontés à une remise en cause de leur posture professionnelle. La référence à l'approche centrée sur le développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités est susceptible de contribuer à la transformation de leurs pratiques. Deux groupes de professionnels d'une association savoyarde de protection de l'enfance ont participé à une formation-action reposant sur l'application du modèle d'analyse des pratiques centrées sur cette référence. Cet article rend compte de la démarche mise en œuvre et des enseignements tirés. S'agissant de l'appropriation de cette approche, que ce soit en formation initiale ou continue, la nécessité de l'analyse de pratique portant sur des situations de « terrain » nous semble incontournable ; chacun a ainsi l'opportunité de faire l'expérience du développement de son propre pouvoir d'agir.



SELLET Catherine, « *La parentalité décryptée : pertinence et dérive d'un concept* », Paris, l'Harmattan (2007)

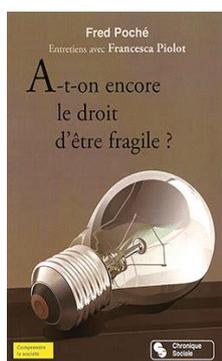
Chaque discipline a sa définition de la parentalité, sa lecture plus ou moins partielle qui légitime la présence d'un professionnel autour du berceau. En fait, que cache la notion de "compétence parentale", devons-nous éduquer les parents à la parentalité ? Existe-t-il de "bonnes pratiques", quels sont les outils de transmission d'un savoir sur ce métier que Freud disait impossible ?

Ouvrages de Fred Poché :



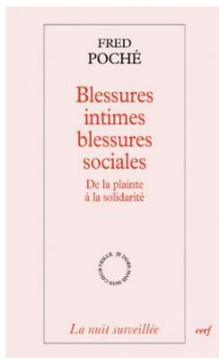
« Le temps des oubliés, Refaire la démocratie », Lyon, Chronique sociale (2014)

Portée par le dynamisme de la globalisation, notre époque laisse émerger des innovations impressionnantes et de riches potentialités. Cependant, les profondes mutations sociétales qui se déploient à une vitesse vertigineuse conduisent de nombreux individus à se sentir dépassés, perdus et habités par un sentiment permanent d'insécurité. Sans boussole pour se diriger, secoués par un océan de repères brouillés, ils se cognent, alors, aux récifs d'un monde dur, devenu souvent incompréhensible. Dans ce contexte, les plus vulnérables, parmi eux, vivent une mise à l'écart dans l'indifférence ou le mépris. Un sentiment d'impuissance et des logiques de fatalité taraudent leur existence. Dans ce livre, l'auteur propose de questionner les représentations spontanées, habitées par l'individualisme grégaire en insistant sur la solidarité avec celles et ceux qui se trouvent à la périphérie. Il ancre son propos dans une philosophie sociale attachée aux réalités concrètes et attentives à trois figures fondamentales des oubliés " : les marges, les subalternes et les minoritaires. Promouvoir une société avec et pour les oubliés demande de saisir, derrière les apparences, les compétences et les savoir-faire niés ou inexplorés. Loin des discours désenchantés, cet ouvrage montre qu'il existe des leviers pour repenser notre société. Il explore les possibles et laboure le champ sociétal en bousculant le caractère aliénant de certaines formes de normativité.



« A-t-on encore le droit d'être fragile ? » Entretiens avec Francesca Piolot, Lyon, Chronique Sociale (2013).

La fragilité s'impose aujourd'hui comme une évidence. Dans tous les domaines de la société, chacun doit se montrer performant et répondre aux exigences de la compétitivité. Le développement continu des nouvelles technologies, l'accélération de la vie quotidienne et la précarisation des sociétés hantent nos existences. L'inquiétude pour l'avenir entraîne les plus malmenés vers les jeux d'argent ou la prise de médicaments. Le développement des diverses formes d'addiction (alcool, drogues, écrans..) apparaît alors comme le symptôme d'un monde qui perd la question du sens du "vivre ensemble" et détruit progressivement la saveur de la vie. Un tel processus, perçu par certains comme inéluctable, laisse sur les marges ceux qui ne parviennent plus à suivre et à s'adapter. Dans un tel contexte : A-t-on encore le droit d'être fragile ? Il devient urgent de changer notre regard et nos manières de vivre. Car il existe une "fragilité de la force", celle de l'autosuffisance qui pense que l'on peut se construire tout seul, sans les autres ; et que l'existence se passe en jouant des coudes. A l'inverse, il existe une force au cœur de la fragilité ; une force qui trouve sa source et son chemin dans le geste d'attention à l'autre ; une force qui se manifeste dans l'expérience de la solidarité. L'extrême vulnérabilité que nous vivons n'est pas un destin, mais un passage qui doit nous obliger à repenser notre société.



« Blessures intimes, blessures sociales. De la plainte à la solidarité », Paris, Éditions du Cerf (2008).

Qu'est-ce que l'on attend lorsque l'on se plaint ? Comment la plainte peut être transformée quand elle est partagée, reçue, accueillie ? Où est la frontière entre l'oubli et le souci de soi ? Comment placer ce souci de soi par rapport à autrui, au monde ? Comment la parole agit-elle, libère-t-elle de l'oppression ? Une plainte triste et impuissante émane de nos temps bouleversés. Nous assistons, aujourd'hui, à une psychologisation du social qui évacue la nécessaire analyse de ce qui produit tant de souffrances chez les plus fragiles. Or, notre volonté de vivre une solidarité avec ceux que des blessures intimes et sociales enferment dans la fatalité incite à une réflexion constante sur la normativité qui habite nos regards et nos actes. Il convient donc de regarder les possibilités d'une sortie de la plainte afin qu'émergent des individus réellement acteurs de leur existence et soucieux du bien commun. Une telle démarche appelle une éthique du souci de soi, une analyse des contextes anxiogènes, une réflexion sur les types de parole à promouvoir et une véritable « esthétique de la solidarité : un ensemble d'outils conceptuels pour apprendre à regarder ce qui, malgré les souffrances sociales et les misères de toutes sortes, se manifeste comme expérience de libération, comme beauté existentielle au cœur des réalités sociales. Illustré d'exemples simples, parlants, tirés de la vie quotidienne ou de la littérature, l'ouvrage de Fred Poché aborde de manière féconde des questions complexes et sensibles aux confluences de la philosophie, de l'éthique et de la politique que notre société de plus en plus inégalitaire ne pourra éluder.



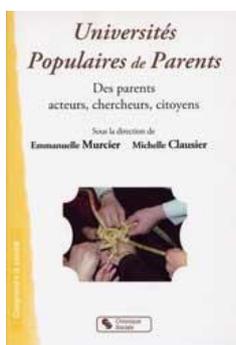
« Organiser la résistance sociale », Lyon, Chronique sociale (2005).

A une époque où chacun se voit sommé de réussir et d'être performant, peut-être n'a-t-on jamais autant parlé de mal-être et de souffrance sociale. Naguère, les individus se regroupaient sans doute plus spontanément de façon collective pour combattre l'"oppression" ou l'"exploitation" ; ils inscrivaient leur souffrance dans une communauté humaine. Aujourd'hui, beaucoup de nos contemporains consultent, individuellement, le corps médical ou des psychologues. Les plus fragilisés par les logiques économiques actuelles et la pression sociale éprouvent un surcroît de tension. Ils ne trouvent plus d'espaces de reconnaissance et souffrent de voir sur l'écran de télévision l'argent s'étaler, les richesses déborder ; alors que leur quotidien devient de plus en plus précaire. Une culture du ressentiment se développe. Elle fragilise nos démocraties. Comment permettre, alors, à chacun de trouver sa place ? Comme retrouver le sens du mot " société " ? De quelle manière agir face à l'inquiétante montée des inégalités sociales ? Qu'est-ce qui peut nous faire passer d'une solitude habitée par la crainte d'autrui à la solidarité active et non-violente ? Comment résister à la tentation " sécuritaire " tout en se sentant en " sécurité " ? En électronique, la résistance est un conducteur dans lequel toute l'énergie électrique est transformée en chaleur. Transposée dans le domaine social, la résistance doit être comprise, dans ce livre, comme l'énergie sociale qui se manifeste, en puissance ou en acte, sous la forme d'une solidarité joyeuse et d'une espérance vécue. Face à la froideur des logiques d'exclusion et des courses au profit, la résistance met en mouvement des forces, parfois insoupçonnées, en stimulant la production de chaleur humaine. Il convient alors, plus que jamais, de l'organiser.



« Une politique de la fragilité Éthique, dignité et luttes sociales », Paris, Éditions du Cerf (2004).

Où trouver des ressources fécondes pour continuer à lutter contre l'injustice et l'oppression après la fin de philosophies de l'histoire ? Dans quel sens mener le combat pour la dignité de la personne à l'heure de grandes incertitudes idéologiques ? Que convient-il de valoriser pour avancer vers une société réellement démocratique qui laisse pleinement sa place au plus grand nombre, avec une attention particulière aux plus défavorisés ? Faut-il prolonger ou rompre le conceptuel de la pensée occidentale ? Certains philosophes contemporains opèrent une rupture avec la tradition métaphysique qui s'interrogeait sur l'être, ainsi qu'avec les modernes centrés sur la conscience, afin de repartir du langage, du paradigme communicationnel. Le présent ouvrage s'ouvre avec la valorisation de ce détour langagier de la philosophie. Cependant, même lorsqu'il se trouve radicalisé sous la forme d'une " dialogique transcendantale ", ce courant de pensée semble continuer un geste théorique qui le rattache au libéralisme politique. Or, il s'agit ici de se séparer radicalement de cette tradition philosophique. L'auteur s'efforce ainsi de penser l'aventure démocratie en maintenant comme référence première la concrétude existentielle du sujet avec son arrimage contextuel. Une " anthropologie de contextualité ", réhabilitant l'" espace " et le " social-historique ", se dessine, laissant la place à une certaine forme d'" hétéronomie subversive ". La réflexion éthique développée dans ce livre prépare la voie à une pensée politique qui s'efforce de réfléchir non plus " pour ", mais " à partir de " et " avec " les oubliés de la mondialisation néo-libérale. Se déploient alors les prémisses d'une " politique de la fragilité "



« Universités Populaires de Parents, des parents acteurs, chercheurs, citoyens », sous la direction de Michelle Clausier et Emmanuelle Murcier. Édition Chronique sociale, collection Comprendre la société, (2010).

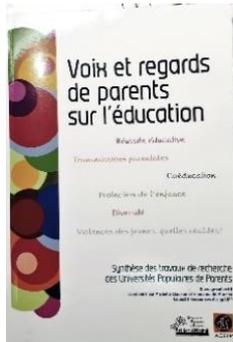
La question de la parentalité est souvent mise sur le devant de la scène. Mais force est de constater que la voix des parents, notamment de milieu populaire, est souvent absente et que de nombreux stéréotypes et préjugés courent sur eux. Au sein des Universités Populaires de Parents, créées depuis 2005 par l'ACEPP, des parents, avec le soutien d'universitaires, mènent des recherches sur la parentalité qui portent sur le décrochage scolaire, la transmission des valeurs, la cohérence éducative... Ces travaux sont ensuite le support pour initier des débats avec les acteurs locaux (enseignants, travailleurs sociaux, élus...) et générer des propositions et des projets locaux autour de l'éducation. Cet ouvrage présente la démarche des UPP et les résultats des recherches des parents. En analysant cette expérience, l'ouvrage invite à questionner nos approches sur l'accompagnement des parents, l'éducation populaire, la démarche participative et sur l'action sociale. Il propose ainsi de nouveaux regards pour repenser les actions autour de la parentalité.



« La parentalité en question » Synthèse des travaux de recherche des Universités Populaires de Parents (UPP) Édition Acep, (2013)

Des parents livrent les résultats des recherches qu'ils ont menées dans le cadre des Universités Populaires de Parents sur des thèmes comme les écrans, la transmission des valeurs, l'école, l'image des quartiers...

9 livrets réunis dans un coffret constituent l'ouvrage.



« Voix et Regards de parents sur l'éducation » Synthèse des travaux de recherche des Universités Populaires de Parents (UPP) Édition Acep, (2018)

« Voix et regards de parents sur l'éducation » est un ouvrage qui regroupe 14 recherches menées par les UPP (groupes de parents « acteurs, chercheurs et citoyens »), qui en disent long sur les questionnements actuels des parents : co-éducation, diversité, place des parents et des enfants en situation de handicap, co-éducation parents-professionnels, réussite éducative dans les quartiers populaires, place des parents dans la protection de l'enfance, transmission des valeurs dans un monde en mutation, inquiétudes par rapport à la violence. C'est un outil pour croiser

les savoirs, pour entendre les voix, pour rencontrer les regards, pour repenser notre manière d'éduquer, de concevoir les politiques éducatives... Parents et institutions ensemble.



NEYRAND Gérard, « Soutenir et contrôler les parents, le dispositif de parentalité » (érés) (2011)

Cet ouvrage rend compte des différentes modalités d'intervention possibles sur la parentalité et de leurs éventuelles contradictions, tant au niveau de l'enfant et de la diversification des acteurs parentaux provoquée par les ruptures conjugales et les progrès de la médecine de la procréation, que de la gestion collective des rapports parents-enfant qui se trouvent jugés, voire sanctionnés en cas d'échec ou de dérives.



"La parentalité, une notion à déconstruire, des pratiques à construire" coordonné par Patrick Ben Soussan (érés) (2015)

De 56 à 74 % des Français jugent dans de récents sondages qu'exercer son rôle de parent est une tâche difficile, du genre improbable et éreintante. Le père Freud, en son temps (c'était en 1925 quand même !), l'avait déjà affirmé en évoquant ce « métier impossible ». Un « métier d'artistes » reprend Eugène Enriquez. De l'art d'être parent ? Être parent, est-ce une mission impossible ? Ce numéro va à la rencontre des parents d'aujourd'hui. Que faut-il leur transmettre ? Comment

répondre à leurs doutes, à leurs questions qui sont aussi ceux des professionnels de l'enfance et de la périnatalité ?

Ce numéro reprend les interventions proposées lors des 6^e journées Spirale.



**JESU Frédéric, « Co-éduquer, pour un développement social durable »
Collection : santé social, Dunod (2004)**

Face à la difficulté croissante de nos sociétés à organiser l'éducation des nouvelles générations, on assiste à une mise à distance méthodique des postures professionnelles classiques au profit d'un partage dynamique des responsabilités entre familles, professionnels et institution. Avec le travail en réseau, la coéducation fait ainsi de plus en plus figure de concept-clé en travail social. L'ouvrage fait le point sur les pratiques de coéducations menées dans le cadre des politiques de la ville, et propose une fondation de la coéducation dans l'horizon de la bientraitance et du développement social durable.



**Groupes de recherche Quart monde-Université et Quart Monde Partenaire
« Le Croisement des savoirs et des pratiques" (éditions Quart Monde)
(2009)**

Cet ouvrage réunit le résultat de deux recherches menées à l'initiative du Mouvement ATD Quart Monde, *Le croisement des savoirs* dirigé par le groupe Quart Monde-Université et *Le croisement des pratiques* dirigé par le groupe Quart Monde Partenaire. Ces deux collectifs de recherche ont reçu en 2007 le prix Villermé-Fondation Lucien Dupont décerné par l'Académie des Sciences morales et politiques de l'Institut de France.



Manuel Boucher, *Gouverner les familles. Les classes populaires à l'épreuve de la parentalité*, Paris, L'Harmattan, coll. « Recherche et transformation sociale »(2011)



Revue « Langage et Société » : "*Parler face aux institutions, la subjectivité empêchée*" (2016)